

Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA)

Une amélioration de la rentabilité pour la plupart des orientations technico-économiques de Bourgogne-Franche-Comté.

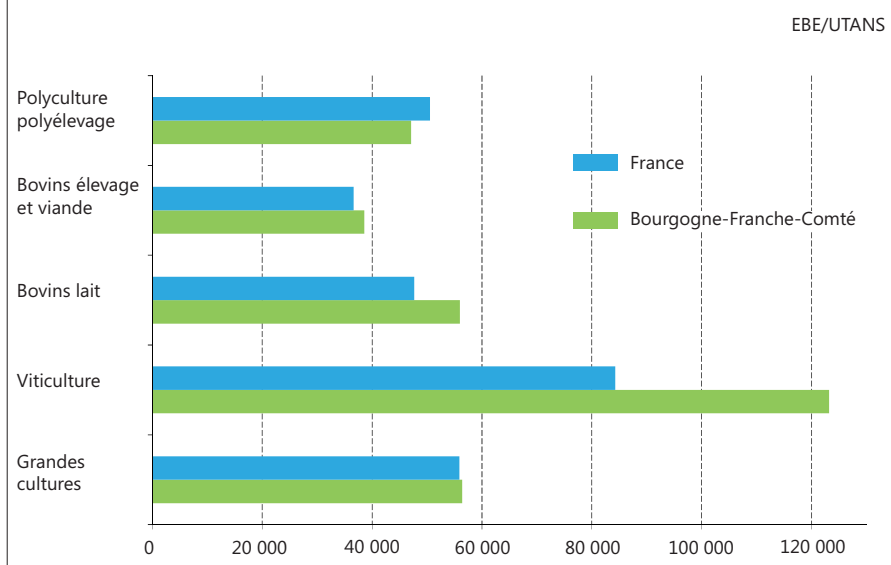
En 2018, l'Excédent Brut d'Exploitation moyen par Unité de Travail Agricole Non Salarié (UTANS) des exploitations de Bourgogne-Franche-Comté s'établit à 59 900 €. C'est 10 % au-delà de la moyenne nationale. A l'exception des exploitations de Polyculture-élevage, les exploitants de la région dégagent de meilleurs résultats qu'ailleurs en France. De 2002 à 2014, les exploitations de notre région ont connu une progression significative de leurs charges quelque soit leur orientation. Ainsi, leurs performances économiques se sont dégradées. A partir de 2014, la situation évolue avec à la fois des aléas plus nombreux et la nécessaire réduction de certains postes de charges.

En Bourgogne-Franche-Comté, cinq orientations technico-économiques d'exploitation dominent : les Grandes cultures, les Bovins viande, la Viticulture, l'élevage laitier et la Polyculture élevage. Chacun de ces systèmes connaît une évolution particulière de ses performances économiques en lien avec le niveau et la maîtrise des charges ainsi que la fluctuation des prix de ventes et le niveau de sa productivité. La variation de revenu disponible en dépend directement.

Forte hausse des charges des éleveurs de bovins viande

Les éleveurs de bovins viande ont la plus faible rentabilité avec un Excédent Brut d'Exploitation par UGB qui passe de 380 € en moyenne de 2002 à 2010 à 358 € en moyenne de 2010 à 2018 soit - 6 %. L'efficacité économique, mesurée par le rapport EBE/ Produit brut, diminue également passant de 41 à 35 %

Figure 1. Des résultats satisfaisants en 2018 en Bourgogne-Franche-Comté excepté en polyculture élevage



Source : Agreste - RICA 2018

soit -6 points. Pourtant, le produit brut par UGB est en augmentation (+ 9 %). En outre, la productivité augmente de

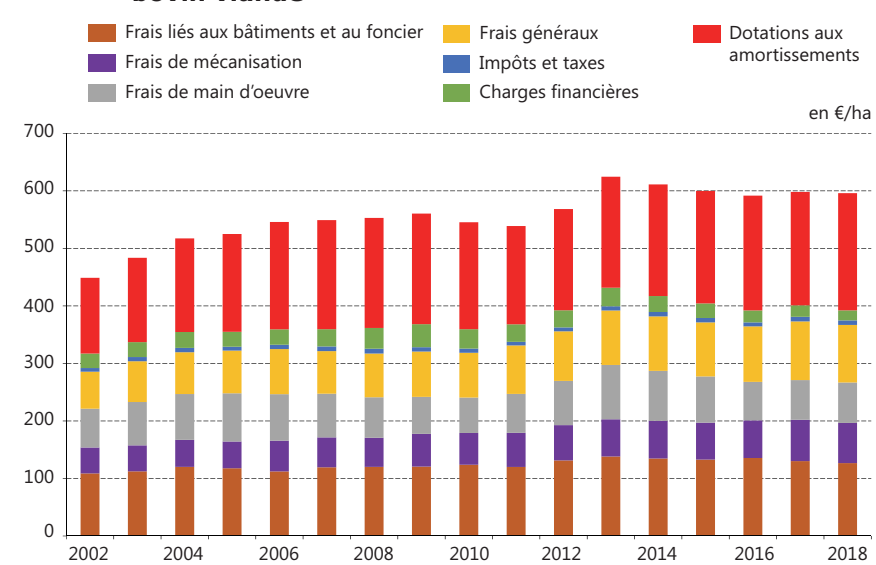
17 % avec un niveau de vente d'animaux par UGB qui atteint 649 € en moyenne de 2010 à 2018. Cependant,

la progression des charges est plus forte. L'alimentation du bétail, principal poste de charges opérationnelles, passe de 119 €/UGB (moyenne 2002-2010) à 136 €/UGB (moyenne 2010-2018) soit + 14 %. Néanmoins, depuis 2013, ce poste est en baisse de 8 % alors qu'il avait progressé de 82 % de 2002 à 2013. L'évolution du prix des concentrés explique cette évolution puisqu'il est directement lié à celui des céréales. Autre augmentation, celle des honoraires et produits vétérinaires qui atteignent en moyenne 67 € par UGB de 2010 à 2018 soit + 10 % par rapport à la période antérieure. Ils diminuent néanmoins de 17 % depuis 2013. Les autres travaux pour élevage sont plus limités (15 €/UGB) mais ne baissent pas. Enfin, les travaux pour cultures (frais de récolte principalement) ont connu une très forte augmentation soit + 56 % passant de 15 €/UGB en moyenne 2002-2009 à 23 €/UGB en moyenne 2010-2018. Cependant, ils amorcent une diminution depuis 2013 (- 14 %). Les charges de structure s'établissent en moyenne de 2010 à 2018 à 586 € par hectare soit + 12 % sur la période précédente. Tous les postes sont concernés mais plus particulièrement les charges de mécanisation (+ 29 %), les charges liées aux bâtiments (+ 18 %), le foncier (+ 14 %) et les dotations aux amortissements (+ 11 %). Une baisse limitée intervient depuis 2014.

En polyculture élevage, les performances économiques en baisse depuis 2010

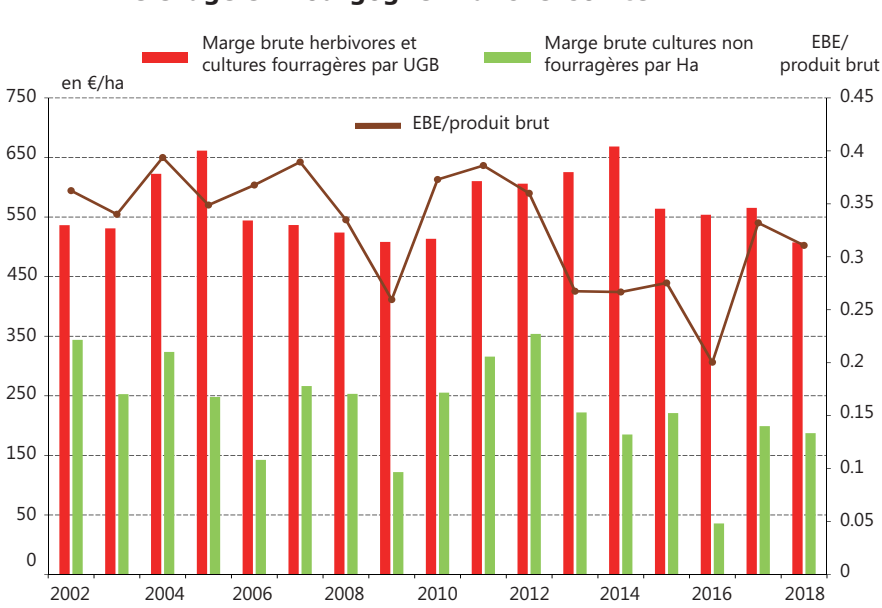
La rentabilité de ces exploitations est stable avec un EBE moyen de 445 €/ha. Cependant, leur efficacité économique diminue passant de 35 à 31 %. De 2002 à 2018, la marge brute moyenne bovine et cultures fourragères par UGB augmente de 4 % et atteint 629 €/UGB en moyenne de 2010 à 2018. Par contre, la marge brute par hectare des cultures ventes est en baisse de 9 % et s'établit à 269 €/ha en moyenne de 2010 à 2018. Cette diminution s'explique par la baisse des prix des céréales à partir de 2013. A cela, s'ajoute une progression marquée de chaque poste de charges opérationnelles et de structure. Dans ces exploitations, la charge d'aliment du bétail est en forte augmentation à + 31 %. C'est 17 points de plus que dans les élevages bovins spécialisés. La

Figure 2. Des charges de structures en baisse depuis 2014 en bovin viande



Source: Agreste - RICA 2002 à 2018

Figure 3. Une efficacité économique en baisse en Polyculture élevage en Bourgogne-Franche-Comté



Source: Agreste - RICA 2002 à 2018

charge d'engrais connaît elle aussi une forte poussée à + 17 %. La mécanisation, les dotations aux amortissements et les charges liées aux bâtiments sont celles des charges de structure qui augmentent le plus soit respectivement + 37 %, + 22 % et + 17 %. En effet, comme les éleveurs spécialisés, ces exploitations ont réalisé la mise aux normes de leurs bâtiments au cours de la période et l'agrandissement des structures s'est accompagné d'un effort de mécanisation qui coûte + 36 €/ha. Néanmoins, depuis 2014, la diminution des subventions d'exploitation et la baisse des prix ont entraîné des ajustements. Les charges opérationnelles di-

minuent de 20 %. Les charges liées aux cultures sont en baisse plus marquée que celles liées à l'élevage. Ainsi, les engrais diminuent d'un tiers comme les semences alors que l'aliment du bétail perd 17 %. Logiquement, la diminution des charges de structure est moins marquée (- 17 %). Ce sont les dotations aux amortissements et les autres charges de structure non affectées qui connaissent la plus forte baisse.

De fortes fluctuations des revenus en grandes cultures

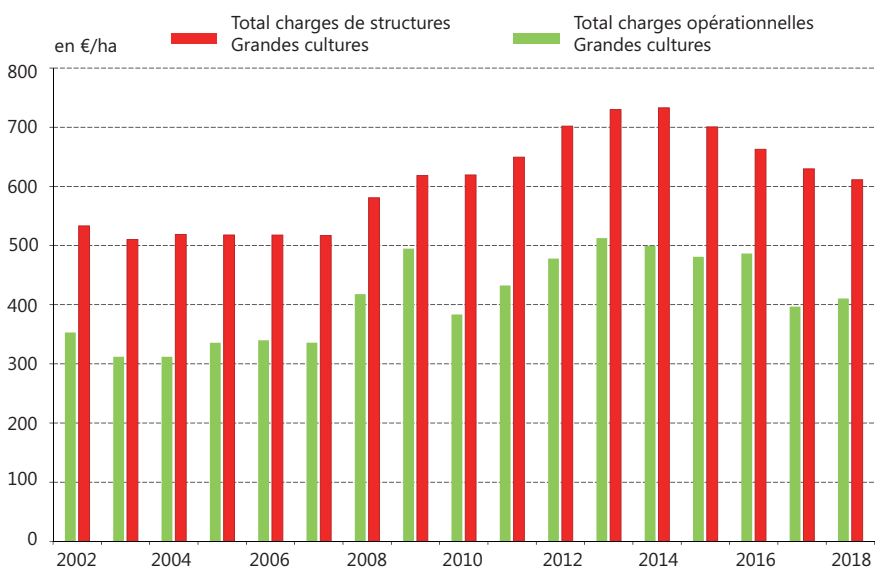
Les exploitations de Grandes cultures de notre région ont connu des revenus

élevés certaines années grâce à la hausse des prix des céréales et des oléoprotéagineux. C'est le cas en 2007 et 2008 puis de 2010 à 2012. Ainsi, si l'Excédent Brut d'Exploitation s'établit en moyenne à 470 € par ha de 2002 à 2010, il s'élève à 464 €/ha de 2010 à 2018 soit - 1% par rapport à la période précédente. Les charges connaissent une augmentation constante et marquée de 2002 à 2014. Elles passent de 886 €/ha à 1 232 €/ha. Si l'on compare les moyennes interannuelles, elles augmentent d'un quart sur la période 2010/2018 par rapport aux années 2002/2009 (soit respectivement 902 et 1124 €/ha). Dans le détail, tous les postes de charges augmentent de 2002 à 2013. Parmi les charges opérationnelles, ce sont les engrais qui connaissent la hausse la plus marquée. De 155 € en moyenne de 2002 à 2009, ils atteignent 194 € par ha de 2010 à 2018 soit une hausse du quart. Leur prix est lié à celui du pétrole, en hausse en moyenne sur la période. Dans une moindre mesure, les produits phytosanitaires gagnent 21 €/ha soit 15 %. Les travaux pour productions végétales et les semences ne sont pas en reste avec respectivement + 62 % (+ 17 €/ha) et + 28 % (+ 12 €/ha). Le constat est le même pour les charges de structure soit une augmentation du quart et + 131 €/ha en moyenne entre les deux périodes 2002/2009 et 2010/2018. Les charges liées au foncier et au personnel connaissent une hausse + 5 et +15 %. La mécanisation et les dotations aux amortissements augmentent fortement soit au-delà des 33 %. Les frais liés au foncier et aux bâtiments progressent de 19 %. Cependant, à partir de 2014, les agriculteurs réduisent leurs charges. La décade est plus marquée en 2017 et 2018 après il est vrai, la très difficile année 2016.

Deux situations différentes entre les producteurs de lait conventionnel et de lait AOP

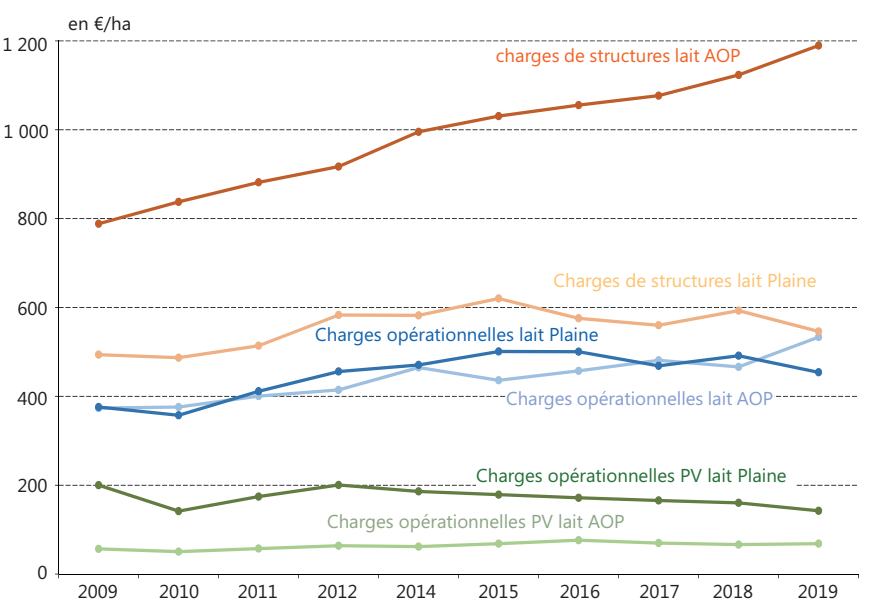
Dans notre région cohabitent deux types de systèmes d'élevage laitier avec d'une part les producteurs de lait AOP du massif du Jura à l'Est et d'autre part les producteurs de lait conventionnel ailleurs. L'écart de prix de vente du lait entre eux atteint 180 €/1000 litres en

Figure 4. Les charges opérationnelles et de structure en baisse à partir de 2014 en grandes cultures



Source: Agreste - RICA

Figure 5. Des charges en hausse continue en lait AOP



Source : Agreste - RICA 2002 à 2018

moyenne de 2009 à 2018. Il en résulte deux situations très différentes. En effet, l'EBE par UGB atteint en moyenne 1 045 € en lait AOP et 763 € en lait de plaine. Le rapport EBE/ Produit brut est de 42 % en moyenne en lait AOP contre 33 % en lait conventionnel. Les charges opérationnelles des producteurs de lait conventionnel sont supérieures de 23 % en moyenne de 2009 à 2018. En effet, les charges liées aux productions végétales sont plus élevées car il s'agit de produire du maïs ensilage et des céréales, de fertiliser les prairies et de les faucher. Dans le massif du Jura, l'alimentation des bovins est composée

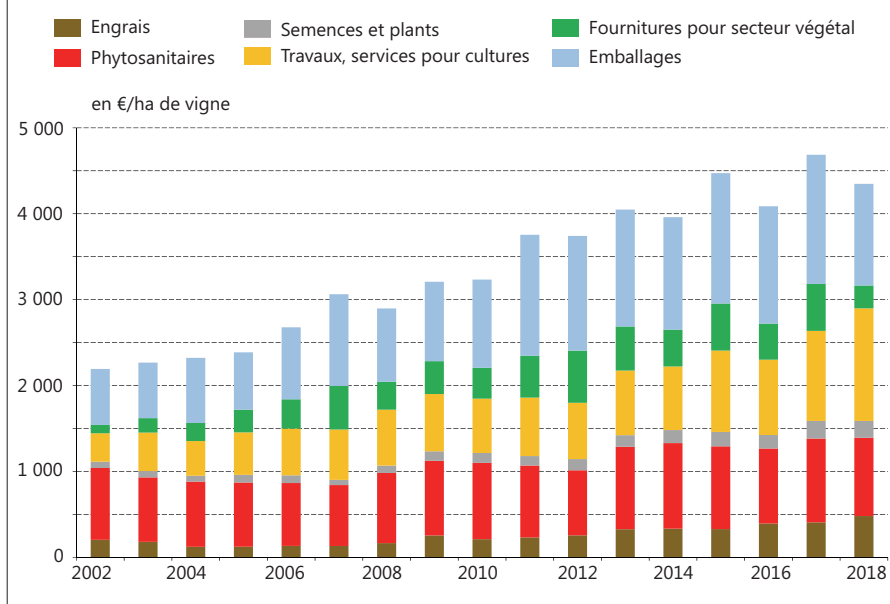
principalement d'herbe et de foin. En outre, les charges d'élevage et de la surface fourragère sont supérieures en lait conventionnel mais l'écart est plus limité soit en moyenne de 2009 à 2018 + 9 €/ha. Qu'en est-il pour les charges de structure ? La situation s'inverse. De 2009 à 2014, celles des producteurs de lait AOP excèdent en moyenne de 362 €/ha les charges des producteurs de lait non AOP soit + 66 %. En effet, bien que les charges de mécanisation soient plus élevées en plaine, le foncier coûte plus cher dans le massif jurassien. En outre, les producteurs de lait AOP investissent plus dans leurs bâti-

ments et les charges qui leur sont liées ainsi que les dotations aux amortissements progressent rapidement. En zone de montagne, les bâtiments sont plus coûteux qu'en plaine. A partir de 2015, les charges de structure des éleveurs laitier de plaine diminuent par rapport à 2014 alors que celles des producteurs de lait AOP continuent leur hausse pour atteindre en moyenne 1 111 €/ha de 2015 à 2018 soit + 95 % par rapport aux producteurs de lait conventionnel.

Des résultats élevés mais en baisse depuis 2016 pour les viticulteurs

Les viticulteurs de Bourgogne-Franche-Comté produisent à 95 % des vins sous Appellations d'Origine Protégée (AOP). En outre, le prestige des vins de Côte-d'Or, de certains crus de Saône-et-Loire et de l'Yonne leur permettent de vendre à des prix élevés voire très élevés. Ainsi, l'EBE moyen s'élève à 7 045 €/ha de 2002 à 2009 et à 9 600 €/ha de 2010 à 2018. L'efficacité économique s'établit à 39 % sur l'ensemble de la période. En effet, le produit brut moyen par hectare s'établit à 21 414 € de 2010 à 2018 et progresse d'un tiers par rapport à son niveau moyen entre 2002 et 2009. Dans le même temps, toutes les charges connaissent une hausse très marquée. Avec 3 690 € par ha en moyenne entre 2010 à 2018, les charges opérationnelles progressent de 54 %. Dans le détail, les engrais et amendements doublent, les travaux sur la vigne progressent de 67 % et les produits phyto-

Figure 6. **Des charges opérationnelles en hausse continue dans les domaines viticoles de Bourgogne-Franche-Comté de 2002 à 2018**

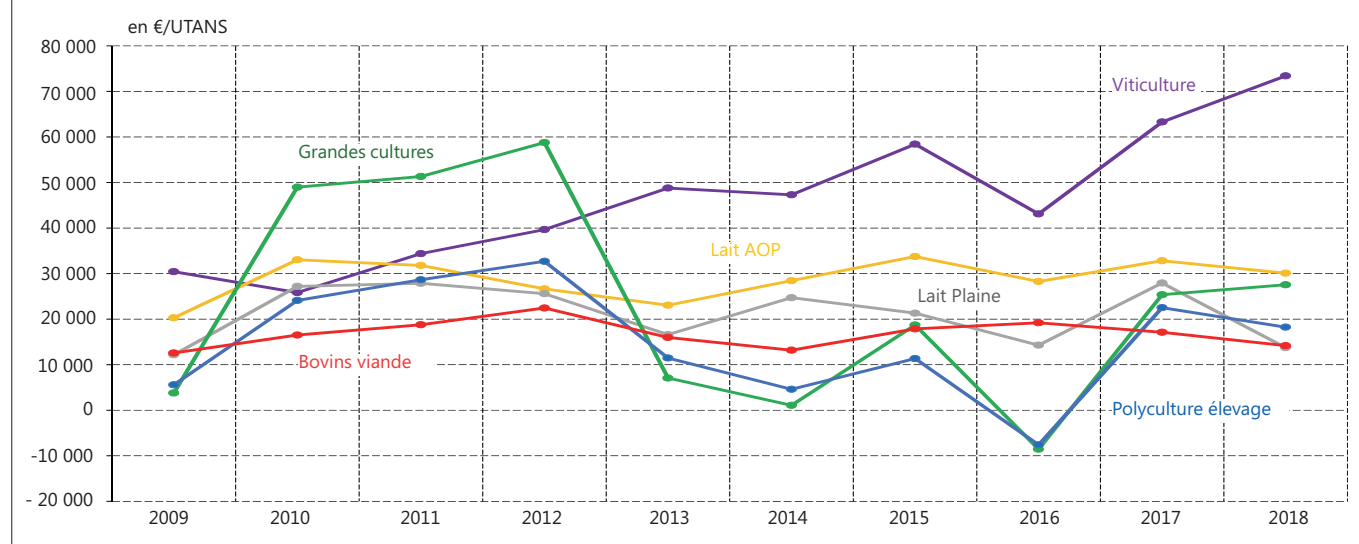


Source: Agreste - RICA de 2002 à 2018

sanitaires de 17 %. Les charges de structures atteignent en moyenne toujours de 2010 à 2018, 21 000 €/ha. C'est 43 % de plus que sur la période précédente où elles s'établissaient à 14 700 €/ha. Les charges de personnel progressent de 65 % passant de 4 600 à 7 595 €/ha. La hausse des dotations aux amortissements est d'un tiers révélant les investissements réalisés aussi bien dans les installations et les bâtiments que dans le matériel. Les autres postes de charges de structure augmentent eux aussi d'un tiers. Cependant, à partir de 2016 la situation se dégrade. En effet, cette année-là, la production de vin est en très forte baisse

en lien avec un épisode de gel sévère. Elle baisse à nouveau en 2018 car, cette fois-ci, les prix diminuent parfois fortement compte tenu d'une excellente vendange dans tout le vignoble. Dans le même temps, les charges opérationnelles restent stables mais la marge brute et l'EBE sont en baisse. Néanmoins, leur revenu disponible par UTANS poursuit son augmentation comme c'est le cas aussi pour les céréaliers. Celui des autres orientations technico-économiques de notre région diminue régulièrement de 2015 à 2018.

Figure 7. **Revenu disponible des exploitations de Bourgogne-Franche-Comté de 2009 à 2018**



Source : Agreste - RICA

Figure 8. **Caractéristiques des exploitations, soldes intermédiaires de gestion et ratios année 2018**

2018	1516 Grandes cultures	3500 Viticulture	4500 Bovins lait	4600 Bovins élevage et viande	6184 Polyculture, polyélevage	Région	France
Caractéristiques générales							
Nb d'exploitations dans l'échantillon	82	127	124	91	46	546	7 220
Nb d'exploitations représentées	4 497	3 131	3 823	4 080	2 709	20 489	293 284
Surface agricole utilisée (SAU)	171,2	20,4	119,5	131,2	215,4	126,5	89,6
Surface fourragère principale	17,6	1,0	101,2	119,8	115,5	69,0	38,8
Surface céréales	103,0	6,1	15,6	10,5	71,7	39,4	31,3
Surface culture industrielle	45,1	2,6	2,7	0,6	26,4	14,8	11,6
Surface vigne (vins de qualité)	0,0	9,8	0,0	0,0	0,0	1,5	2,2
UGB totales (unités gros bovins)	10,2	0,9	99,5	139,8	143,6	85,9	80,5
UTA totales (unités travailleur annuel)	1,4	4,2	1,9	1,3	2,0	2,1	2,0
<i>dont UTA non salariés</i>	1,3	1,5	1,7	1,2	1,8	1,5	1,4
Financement et éléments du bilan							
Autofinancement	32 281	72 079	30 823	20 518	33 733	36 439	35 700
Ensemble des stocks	85 218	317 077	55 328	79 460	110 749	113 491	105 827
Total actif circulant (fin d'exercice)	163 948	538 393	151 534	135 626	219 563	214 312	193 537
Total actif immobilisé (net)	179 677	287 767	362 640	277 154	392 616	283 622	266 573
Capitaux propres (net)	167 099	469 759	282 787	269 515	280 936	271 092	266 861
Ensemble des dettes LMT et CT	175 544	349 442	229 702	142 701	329 897	224 873	192 437
Soldes intermédiaires de gestion							
Production de l'exercice	167 078	424 601	200 082	87 931	200 253	199 306	205 088
+ Rabais, ristournes, remises obtenus	1 441	298	73	32	487	471	454
- Consommations intermédiaires	106 411	114 535	122 259	71 124	146 291	108 607	122 277
- Assurances	11 327	12 798	8 553	6 321	11 136	9 476	7 538
Valeur ajoutée hors fermage	50 781	297 565	69 343	10 518	43 314	81 695	75 727
+ Subventions d'exploitation reçues	41 691	5 099	43 391	50 889	67 019	40 437	29 269
+ Indemnités d'assurance	2 896	3 625	2 179	3 150	4 650	3 053	2 781
- Loyers, fermages, métayages (charges)	17 215	48 970	12 871	14 905	23 727	20 622	14 156
- Ensemble des impôts et taxes	2 457	2 839	1 706	1 034	2 440	1 974	2 275
- Charges salariales	2 713	69 780	4 953	2 446	3 793	14 242	15 150
Excédent brut d'exploitation	72 981	184 700	95 384	46 172	85 022	88 347	76 196
+ Transferts de charges	24	9	0	1	0	7	110
+ Autres produits de gestion courante	315	409	157	74	235	217	265
- Dotation aux amortissements	39 238	43 121	46 707	26 734	48 180	38 470	31 853
Résultat d'exploitation	34 082	141 998	48 834	19 513	37 077	50 100	44 719
+ Produits financiers	455	938	465	235	993	557	694
- Charges financières	3 204	4 829	3 875	2 295	5 114	3 622	3 402
Résultat courant	31 333	138 106	45 424	17 453	32 956	47 036	42 011
RCAI par UTANS	24 214	92 101	26 657	14 588	18 260	31 908	30 048
Revenu disponible par UTANS	27 553	73 412	25 920	14 177	18 243	28 454	26 211
Ratios							
Taux d'endettement	52%	43%	45%	35%	54%	46%	42%
Charges appro / ha SAU	450	2 150	604	308	434	512	805
Charges courantes / ha SAU	1 066	14 554	1 681	951	1 117	1 558	2 194
EBE / Produit brut	31%	42%	37%	31%	30%	35%	31%
Annuités / EBE	41%	27%	44%	49%	50%	40%	39%

Source: Agreste - RICA

Définitions et Méthodologie

Définitions :

Excédent Brut d'Exploitation : Production + Subventions d'exploitation – Consommations intermédiaires – Charges de personnel – Impôts et taxes. Son calcul ne prend pas en compte les dotations aux amortissements et les éléments financiers et exceptionnels. Il traduit la capacité du chef d'exploitation à «gagner de l'argent» en faisant son métier. L'EBE représente la capacité financière de l'entreprise. C'est la ressource financière qui permet de rembourser les annuités d'emprunt et les frais financiers. Ce qui reste constitue le revenu disponible permettant de couvrir les prélèvements privés, l'autofinancement.

Produit Brut : Production de l'exercice + Rabais, ristournes, remises obtenus
+ Remboursement forfaitaire TVA + Subventions d'exploitation reçues + Indemnités d'assurance
+ Transferts de charges+ Produits financiers + Autres produits de gestion courante

Charges opérationnelles végétales : Engrais + Semences et plants + Produits phytosanitaires + Travaux et services pour productions végétales

Charges opérationnelles animales : Aliments du bétail + Frais vétérinaires + Frais de reproduction + Autres travaux et services pour production animale + charges opérationnelles de la surface fourragère

Charges de structure : Charges liées au foncier + charges liées aux bâtiments + charges liées à la mécanisation + Dotations aux amortissements + Frais financiers + Frais généraux

Marge brute : Produit brut – charges opérationnelles

Revenu disponible : Résultat courant avant impôts – Charges sociales de l'exploitant + Dotations aux amortissements - Remboursement du capital des emprunts LMT. C'est le montant qui reste à disposition des exploitants pour leurs prélèvements privés et l'autofinancement des investissements. Il peut aussi permettre de consolider la trésorerie.

Méthodologie :

Les résultats économiques présentés sont établis à partir des données techniques et comptables collectées chaque année sur un échantillon national d'exploitations agricoles dans le cadre du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA). Cet échantillon compte 7220 exploitations en 2018 qui représente les exploitations moyennes et grandes. En Bourgogne-Franche-Comté, l'échantillon compte 546 exploitations qui représente 20 500 moyennes et grandes exploitations. Les résultats de chaque exploitation sont pondérés selon la taille et l'OTEX.

www.agreste.agriculture.gouv.fr

**Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture
et de la Forêt de Bourgogne Franche-Comté**

Service Régional de l'information Statistique et Économique
4 bis Rue Hoche - BP 87865 -21078 Dijon Cedex
Mél : srise.draaf-bourgogne-franche-comte@agriculture.fr
Tél : 03 80 39 30 12

Directeur : Vincent Favrichon
Directeur de la publication : Florent Viprey
Rédactrice : Laurence Malet
Composition : Yves Lebeau
Dépôt légal : à parution
ISSN : 2681-9031
© Agreste 2020